

Patrimoine Industriel



N° 9-10 — NOVEMBRE 1987

BULLETIN PERIODIQUE DE L'A.S.B.L «PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES»



La glacière de l'abattoir à Spa.

Photo de l'ouverture supérieure prise de l'extérieur vers l'intérieur de la glacière.

Sommaire

Articles et notes

C. GAIER: *Le 6^e Congrès international sur la conservation du patrimoine industriel, 6-12 septembre 1987* 3

L. ROBERTS: *Les glaciers à glace naturelle, Phénomène social et économique. L'exemple de Spa* 7

Cl. DEPAUW: *Mouscron, un passé industriel méconnu* 17

Publications 25

La photo du numéro 37

Informations et agenda 38

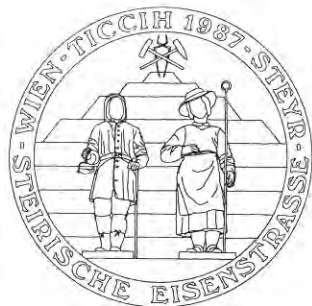
Vie de l'association 46

N'OUBLIEZ PAS VOTRE COTISATION : VOIR AU DOS DE LA COUVERTURE

Le 6^e Congrès International sur la Conservation du Patrimoine Industriel

6-12 septembre 1987

Le Sixième Congrès International sur la Conservation du Patrimoine Industriel s'est déroulé en Autriche, en septembre dernier. Il rassemblait cent et trente participants de vingt et un pays, du Canada au Japon et de la Pologne au Portugal. Ces quelques notes ont pour but de donner un aperçu sommaire de l'événement, car la richesse des informations et des impressions que l'on peut retirer d'une telle confrontation dépasse les possibilités d'une synthèse aussi succincte.



**Industrial heritage
Austria 1987**

L'association PIWB y avait délégué deux représentants, le président et le secrétaire, dans la perspective de la préparation du prochain congrès qui — la décision définitive est prise — aura lieu en Belgique, en septembre 1990.

Disons d'emblée que nos collègues autrichiens, en particulier MM. Manfred Wehdorn et Peter Swittalek, ont mené à bien la tâche difficile qu'ils s'étaient assignée, équilibrant judicieusement les séances de travail, les visites «in situ» et les rencontres avec les autorités locales.

Les conférences et discussions se répartissaient en trois sections, siégeant simultanément: celle sur les monuments industriels et le tourisme, celle sur la réaffectation des monuments et celle traitant des politiques générales en matière de conservation. Les débats furent marqués, comme il se doit, par les préoccupations de notre temps, à savoir la conjoncture économique difficile et le désir, pour les promoteurs et les animateurs d'archéologie industrielle, de rentabiliser au maximum leurs initiatives et les sites dont ils assurent la mise en valeur. Ce souci en entraîne un autre: celui de garder l'équilibre entre la conservation des vestiges industriels dignes d'intérêt et les nécessaires aménagements en vue de l'accueil des touristes.

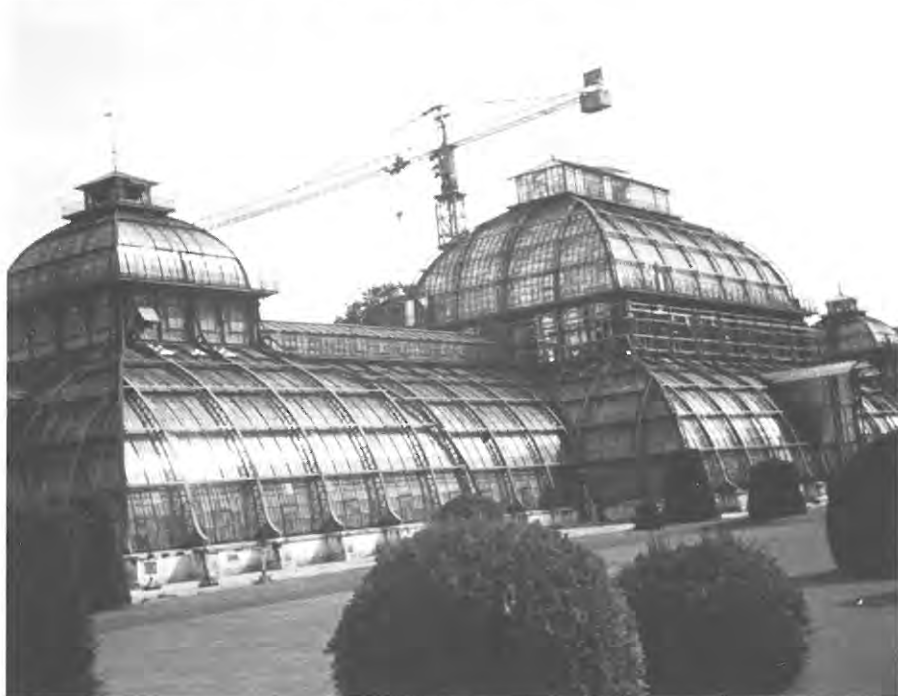
L'accès du grand public ne doit pas tuer l'archéologie industrielle — tout le monde est bien d'accord là-dessus — mais, comme le disait un rapporteur anglophone: «We cannot afford purity always». D'autre part, le poids de l'opinion publique en vue d'influencer les autorités dans le sens d'une politique de conservation est essentiel dans le contexte d'une civilisation des loisirs.



**Ancien haut-
fourneau de
Vordernberg
(19^e siècle)**

Il fut aussi question de catalogue informatisé des sites intéressants, d'études d'opinion menées par des architectes sur la perception d'un environnement industriel en déclin, de la plus-value foncière aux abords de parcs industriels réhabilités, de la formation de guides spé-

cialisés en archéologie industrielle (comme le font déjà nos collègues du VVIA dans le cadre de leur programme «Industrieel Archeologische Route»), de la gestion des sites, de l'attrait des festivals de la «vapeur», du développement du volontariat, etc... Partout, l'aspect sociologique de la préservation du patrimoine industriel ancien prend le pas sur les études théoriques et scientifiques, domaine à présent considéré, à tort ou à raison, comme parfaitement maîtrisé.



Vienne, les serres du château de Schönbrunn (19^e siècle) en cours de restauration.

Suite à ce congrès, le TICCIH a décidé de créer :

- un comité chargé d'étudier les systèmes de documentation, secteur qui fera l'objet d'un colloque, organisé en Angleterre, en 1989, par le Conseil de l'Europe.
- un projet pilote sur la préservation des installations portuaires, en collaboration avec l'Association du Patrimoine Portuaire de Lisbonne, et l'Université de Londres.
- un groupe d'étude sur l'approche multi-disciplinaire de l'archéologie industrielle.

Le conseil d'administration pour la période 1987-1990 s'établit comme suit:

Présidente: Marie NISSER, professeur à l'Université d'Uppsala (Suède)

Secrétaire général: Stuart SMITH, directeur de l'Ironbridge Gorge Museum (UK)

Membres:

- Louis BERGERON, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes (France)
- Jorge CUSTODIO, assistant en Histoire économique à l'Université de Lisbonne (Portugal)
- Werner KROKER, conservateur du Musée de la Mine de Bochum (RFA)
- Dianne NEWELL, professeur à l'Université de Colombie Britannique, Vancouver (Canada)
- Eberhard WÄCHTLER, professeur à la Bergakademie Freiberg (DDR).



**Ancien haut-fourneau d'Edlach
(17^e siècle)**

Après le congrès de Belgique, en 1990, il a été décidé que la périodicité sera ramenée à deux ans au lieu de trois. En 1992, le congrès aurait lieu en République Démocratique Allemande, pour commémorer le cinquième centenaire de la naissance du célèbre métallurgiste Agricola, et en 1994 au Canada.

D'ores et déjà, le TICCIB Belgium, unissant les efforts de PIWB et de VVIA, met sur pied le programme du congrès de 1990 sur le thème: «La Belgique, berceau de la Révolution Industrielle en Europe continentale».

C. GAIER
*Président de
Patrimoine Industriel
Wallonie-Bruxelles*

Les glaciers à glace naturelle, phénomène social et économique L'exemple de Spa

A côté des monuments prestigieux, notre Patrimoine est aussi constitué d'humbles éléments accessoires dont la perte serait irréparable. Il nous appartient d'en conserver la mémoire et des témoins.

De toute antiquité, en Grèce et en Asie, on a ensilé des neiges tassées pour rafraîchir les boissons et confectionner des sorbets pendant les saisons chaudes. Rome creusait des fosses pour y conserver la neige des Apennins.

C'est au départ de l'Italie que le phénomène de conservation de la glace naturelle semble s'être répandu dans nos régions. En 1655, le florentin Procopio Cultelli s'installe à Paris et sa fortune se fonde sur ses préparations glacées qu'il débite dans son toujours «Café Procope». Pour les besoins de son industrie, il fait construire plusieurs glaciers aux portes de la Ville. Peut-être faut-il voir en Procope, «Glacier du Roy Louis XIV», l'initiateur d'une mode qui, jusqu'en nos régions, aurait incité les grands de l'époque à équiper leur domaine d'une glacière? Cependant, il faut attendre 1750 pour que le phénomène se généralise et 1805 pour que s'installe le grand commerce mondial de la glace naturelle.

Les premières glaciers à glace naturelle font partie de l'équipement «technique» des châteaux. Elles consistent en une cuve en maçonnerie enterrée, précédée d'un couloir d'accès. La couverture est assurée par une voûte recouverte de terre ou par une toiture isolante sur charpente. Elles sont construites à proximité d'un plan d'eau, naturel ou artificiel, mais parfois les prés avoisinants peuvent être inondés à volonté pour produire la glace. Elles constituent, en général, un réservoir de glace et non un lieu de conservation des aliments. Petit à petit, le mode constructif évoluera pour permettre l'aménagement de logettes de conservation d'aliments dans le couloir d'accès puis, plus tard, d'y prévoir une antiglacière ou chambre froide de dimensions parfois conséquentes.

Les glaciers urbaines prennent des dimensions très différentes selon qu'elles sont construites à l'initiative privée ou publique. Le privé lui-même distingue la glacière privée et la glacière commerciale.

La glacière du Bois de Boulogne (1600 m² au sol) est construite à Paris par les Pouvoirs Publics en 1859. Elle s'approvisionne aux étangs de Passy. La grande glacière de Bruxelles est privée et construite en 1875. La glace qui l'alimente, est prélevée aux prés de Saint-Gilles et d'Ixelles dont l'exploitation fait l'objet d'une adjudication publique. La glacière du Parc à Liège a servi d'abri pendant les bombardements de 1944. La ville de Spa dont l'activité hôtelière connut son heure de gloire avec le thermalisme mondain, avait son propre réseau de glaciers alimentées par les étangs Surry et les différentes sources.

En 1805, Frédéric Tudor, négociant de Boston, donne le véritable départ du grand commerce mondial de la glace naturelle. Imité bientôt par beaucoup d'autres, ses navires aborderont d'abord la Jamaïque et la Martinique. En 1815, Cuba et la Nouvelle-Orléans. En 1833, Calcutta, Madras et Bombay. En 1852, la Chine, l'Australie et ...l'Europe. D'énormes entrepôts à glace naturelle se construisent dans les ports et des équipements spéciaux à vapeur s'adaptent aux techniques de découpe, de transport et de stockage de la glace naturelle. La glacière de Boston peut emmagasiner jusqu'à 300.000 tonnes de glace naturelle, et son commerce fait vivre 20.000 personnes.

Bientôt, la glace de Norvège, transitant par les entrepôts de Londres, atteindra Ostende d'où elle sera acheminée vers nos régions.

Lorsqu'en 1860, Ferdinand Carré construira la première machine apte à produire industriellement la glace artificielle, ce seront les glaciers à glace naturelle qui prendront le relais du stockage. Ce n'était pas le tout de produire de la glace artificielle, encore fallait-il la conserver. Cependant, la conservation et l'emploi de la glace naturelle se prolongeront jusqu'après 1918.

Notre Wallonie d'aujourd'hui a oublié ce phénomène et ignore les glaciers à glace naturelle qui, en état de conservation fort variable, jalonnent par centaines notre territoire.

L'Association «Promotion de l'environnement rural» a voulu participer à la conservation de la mémoire de ce phénomène universel et tenter de susciter la sauvegarde et la mise en valeur de certains témoins.

Avec près de cent glaciers à glace naturelle retrouvée en Wallonie, l'Association dispose d'une importante documentation photographique et a procédé à plusieurs relevés intéressants de glaciers à l'architecture étonnante.

La publication de ce travail est envisagée et est en cours de préparation au bureau de l'Association.

La ville de Spa

La conservation de la glace naturelle a été rendue impérative à Spa en vertu de l'extension de l'industrie hôtelière que la ville a connue comme centre mondial et mondain de thermalisme.

Il existe encore à Spa une bonne douzaine de glaciers, en divers états de conservation. Les archives de la Ville apprennent qu'elles étaient approvisionnées au départ de la glace récoltée aux étangs Surry à la Sauvenière. La glace était transportée sur des *clapettes*, c'est-à-dire des tombereaux dont les roues étaient munies de planchettes pour leur éviter de glisser.

Nous avons aussi des traces du mécontentement des hôteliers spa-dois qui se plaignent de la cherté du remplissage des glaciers existants qui ne contiennent pas la quantité de glace suffisante à leurs besoins. Ceci donna lieu, le 29 septembre 1869, à l'établissement, par l'Inspecteur des Travaux de la Ville, d'un devis estimatif, à la somme de 3.264 francs et 18 centimes chacune, des travaux à faire pour la construction de glaciers aux Etablissements des Fontaines.

La ville de Spa illustre de manière particulièrement exemplaire le phénomène de la conservation et de l'utilisation de la glace naturelle. Elle permet, en effet, sur un territoire restreint, une intéressante lecture historique de l'évolution des techniques qui, depuis la seconde moitié du XVIII^e s. et jusqu'à la fin du XIX^e s., n'ont cessé de marquer la construction des glaciers retrouvés.

La glacière de l'Hôtel Brighton, la plus ancienne, montre un classicisme qui l'apparente aux glaciers de notre Condroz et fait preuve du souci de ses constructeurs de respecter les règles connues pour un bon fonctionnement. Par contre, les glaciers municipales construites pour les fermiers des Etablissements des Fontaines semblent montrer davantage la recherche d'un moindre coût de construction plutôt que la conformité aux règles du bon usage. Nous verrons que cette attitude ne sera pas sans conséquences. C'est peut-être cette expérience qui, quelques années plus tard, amènera les autorités locales à prendre toutes les précautions dans la construction de la grande glacière de l'abattoir. Enfin, les restes de la glacière de la Brasserie Biffer illustrent la coopération corporative internationale et, par son étonnante technicité, cette construction apporte un nouvel éclairage sur l'accession à la maîtrise du froid.

L'aventure de la glace naturelle et de sa commercialisation semble avoir commencé à Spa le 29 août 1757. Ce jour-là, en effet, en son

Conseil privé, Jean-Théodore, duc de Bavière, cardinal et, par la grâce de Dieu, prince-évêque de Liège, donne octroi à Pierre-Joseph De la Lieux, qui «... nous ayant très humblement remontré que comme jusqu'à présent personne n'a entrepris dans Notre Pays de Liège et notamment dans Notre Bourg de Spa de faire construire des glaciers pour vendre et débiter de la glace à ceux qui souhaitent d'en faire usage, il seroit d'intention d'en faire les fraix parmi (= à condition que) Nous voulissions lui accorder l'octroy exclusif... Notre intention sérieuse estant qu'il jouisse pleinement des effets des présentes»...

Nonobstant l'intention sérieuse du prince, les présentes furent sans effets et ce n'est que le 12 juin 1766 que Charles d'Oultremont, évêque et prince de Liège, fait savoir «à tous ceux à qui il appartiendra que les Présentes parviennent, (que) l'un de Nos fidèles sujets, S.M. Bossy le jeune, Nous a très humblement remontré que malgré les plaintes sur ce réitérées depuis longtemps de la part de la multitude d'Etrangers et Autres qui se rendent aux Eaux de Spa, personne n'auroit encore imaginé d'y établir une glacière... Nous accordons au dit Bossy l'octroy d'établir dans Notre Bourg de Spa une glacière publique, voire dans l'endroit qui sera jugé le plus convenable de gré à gré avec le Magistrat, auquel le dit Bossy devra s'adresser tant pour l'indication que pour l'acquisition du terrain».

Bossy le Jeune, qui en 1770 sera associé à l'édification du Waux-Hall, peut dès lors construire la première glacière de Spa et, probablement, la maison qui l'accompagne pour devenir l'Hôtel de la Glacière, rue de la Sauvenière, puis la Grande maison de la Glacière avant d'être connue comme l'Hôtel Brighton. Le plan de Spa dressé par Le Comte en 1780 montre en effet «La Glacière» voisine d'une importante construction en un endroit proche de la «Chaussée de la Sauvenière» et de l'ancien tracé du Chemin du Tonnelet devenu aujourd'hui le Chemin Henrotte. La Glacière connut des fortunes diverses. La «Liste des Seigneurs et Dames qui nous ont fait l'honneur de venir à Spa» était une publication répandue périodiquement dans la Ville. On pouvait y trouver des «annonces» publicitaires vantant les mérites d'un chirurgien, d'un barbier, d'un tailleur ou d'un fabricant de bougie économique. L'édition 13 du 9 juillet 1783 apprend que le sieur Willem ... «ci-devant à l'Hôtel des Armes d'Angleterre, occupe présentement l'Hôtel de la Glacière, rue de la Sauvenière... Il y a dans ladite maison, de belles chambres et quartiers à louer... Le même a des vins vieux et belles glaces à juste prix»... Il persiste dans l'édition 20 du 18 juillet 1784 en avertissant les seigneurs et dames que ... « la grande maison



Glacière de l'abattoir, Spa.

de la Glacière, rue de la Sauvenière, à portée du Waux-Hall, est à louer... Il y a aussi de belles remises et écuries, de même que quantité de belles glaces en nature, à vendre à juste prix»... De la glacière originale, la cuve subsiste encore dans les sous-sol d'une maison construite en extension de la «Grande Maison» d'origine. La glacière a perdu sa voûte mais conserve ses couloirs d'accès et ses conduits de remplissage.

L'aventure de la glace naturelle à Spa se poursuit vraisemblablement par la construction d'autres glacières dans la ville et, très certainement, par celles de l'Hôtel de Flandre et de la route de Barissart. Il faut cependant attendre le mois d'août 1869 pour que les archives, muettes jusqu'alors, abordent à nouveau le phénomène des glacières. A cette époque, en effet, les fermiers des Fontaines s'adressent à Messieurs les Bourgmestre, Echevins et Membres du Conseil dans une lettre collective. Ils y décrivent que les exigences de l'époque ont transformé complètement les fontaines d'eau minérale, d'établissements champêtres qu'ils étaient, en hôtels-restaurants. «En effet, Messieurs, les visiteurs actuels sont plutôt des gourmets que des buveurs d'eau». Ils demandent l'établissement d'une glacière à chaque fontaine et proposent de payer les intérêts de la dépense «qui ne serait pas, en réa-

lité, un sacrifice pour la Commune; au contraire ce serait un placement avantageux pour elle et une facilité pour la location à la fin de notre bail».

Avec une promptitude administrative qui peut aujourd'hui faire rêver, J. Legros, Inspecteur des Travaux de la Ville, présente le 29 septembre 1869 un «Devis estimatif des travaux à faire pour la construction de glacières à construire aux établissements des fontaines» ... «savoir, prix d'une glacière: 3264,18 francs». La décision de construire est moins prompte, car les fermiers des Fontaines doivent rappeler leur offre en insistant sur le fait qu'il n'est possible de se procurer de la glace à Spa qu'à grands frais, «et encore est-elle à moitié consommée avant de venir à destination».

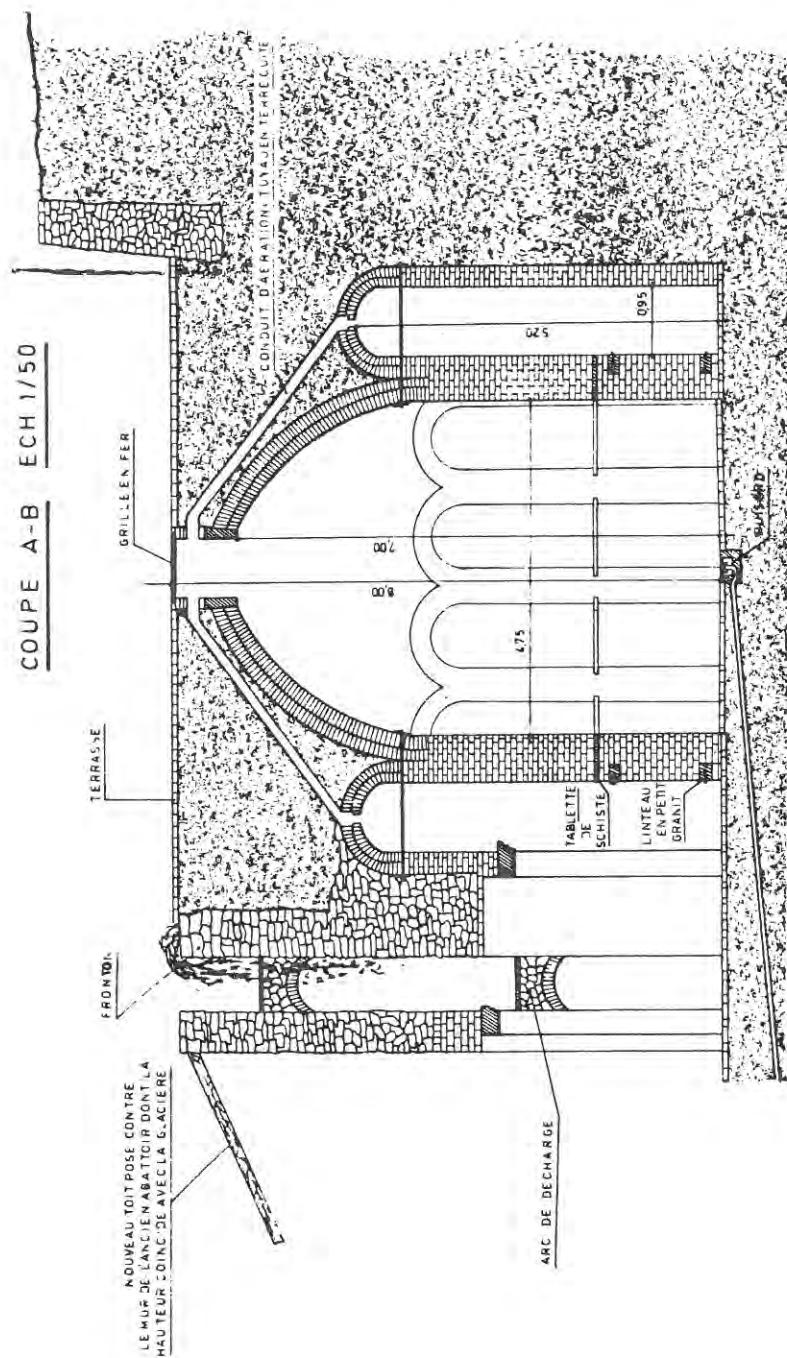
Si toutes les glacières furent construites, certaines ne respectèrent pas les règles de l'art. Le 28 octobre 1876, Jehin Legrand s'adresse en effet aux autorités municipales: «Je viens, Messieurs, vous rappeler que lorsque j'ai loué la Géronstère, il avait été convenu que si la glace fondait encore, on me ferait construire une nouvelle glacière et l'ancienne me servirait de cave à pommes de terre. Voici deux ans qu'il me coûte trois cents francs pour la remplir et lorsqu'arrive le mois de juillet, je dois me procurer de la glace à Spa qui me revient très cher». L'histoire ne dit pas si la glacière toujours existante à la Géronstère est la nouvelle ou la cave à pommes de terre.

Ayant décidé de construire un nouvel abattoir pour subvenir aux besoins de la ville, la municipalité de Spa lance, le 18 octobre 1878, une adjudication basée sur un «Projet d'abattoir à construire au Vieux-Spa en lieu dit Es Scéay contre le ruisseau de Barissart». Le cahier des charges contient les indications nécessaires à la construction de la glacière que l'on peut encore voir aujourd'hui, discrètement incluse dans le flanc de la colline proche des anciens bâtiments de l'abattoir.

Elle se présente comme un gros cylindre surmonté d'un dôme à la manière d'une tête d'obus. Le sommet est percé d'un orifice circulaire qui débouche à l'air libre dans une sorte de terrasse. Elle est complètement entourée d'un anneau circulaire également voûté en briques, dont la paroi extérieure est lisse et dont la paroi intérieure est munie de hautes logettes ménagées dans la paroi de la cuve. En fait, la cuve se présente comme si elle était construite sur des hauts piliers se raccordant par des voûsettes, et dont les intervalles avaient été partiellement murés vers l'intérieur.

La glacière se situe sous la colline dont le mur de soutènement se raccorde tangentiellement à elle. Un second mur parallèle lui fait face

COUPE A-B ECH 1/50



Plan d'une glacière, abattoir de Spa.

et des arcs de décharge les raccordent de proche en proche, ménageant une sorte de couloir de 0,90 m de large et de 61 m de long. L'accès, fortement modifié, traversait ce couloir en oblique. Un bâtiment qui sert aujourd'hui d'atelier au Service des Travaux de la Ville, s'appuie sur le mur extérieur du couloir et un percement récent permet d'accéder dans l'anneau de la glacière à l'endroit de l'ancienne pénétration.

Dix piliers. Dix intervalles complètement obturés (sauf celui de l'actuelle pénétration) par une maçonnerie affleurant la paroi intérieure de la cuve. Un sol en pente vers un puisard central. Deux baies superposées (de faibles dimensions) qui font communiquer la cuve avec le couloir circulaire. Pas d'autres signes apparents d'une organisation intérieure de cet énorme réservoir à glace dont la hauteur est de 8 m pour un diamètre de 4,75 m.

Cette curieuse construction resterait une énigme si le cahier des charges heureusement conservé dans le Fonds Albin Body n'était là pour éviter les hypothèses, et décrire le fonctionnement. En effet, cette cuve de près de 150 m³ était bien exclusivement un réservoir à glace, les espaces entre les piliers étant aménagés en «armoires de pourtour arrangées de manière à pouvoir y déposer des tablettes mobiles pour y déposer les viandes à conserver, ainsi que d'y suspendre des viandes à la partie supérieure... Le fond des armoires sera maçonné au ciment sur un quart de brique d'épaisseur pour laisser passer le froid». Dix conduits d'aération partant de la voûte de l'anneau circulaire débouchent dans l'orifice sommital de remplissage.

Ce rare exemple de glacière urbaine a été relevé par René Valtin, géomètre collaborateur de «Qualité-village», et justifierait l'attention des Pouvoirs Publics.

Nous devons à la perspicacité de Louis Bedoret la découverte de la *Glacière de la Brasserie Biffer* de Spa. A sa demande, Mlle Biffer a heureusement retrouvé les originaux des plans dressés le 9 juin 1896 par P. Funck, de Luxembourg, pour la construction des *Caves-Glacières* de la Brasserie aujourd'hui disparue.

Cette étonnante construction, fortement délabrée, a perdu toute son organisation intérieure et se dresse sur le site comme une énigme dont les plans rappellent la fonction. Il s'agit, en effet, d'un rare exemple d'utilisation mixte de glace naturelle et artificielle dans une «industrie artisanale» d'importance moyenne.

Le bâtiment présente deux niveaux surmontés d'une toiture à deux versants. Le niveau inférieur en moëllons est la «cave» qui était garnie



Glacière de l'Abattoir (Spa)
Couloir circulaire autour de la glacière.
Ce couloir est muni de logettes desti-
nées à recevoir les quartiers de viande.

vexion à l'intérieur du bâtiment. En réalité, cette construction était davantage un *refroidisseur* qu'une glacière de conservation.

L'air plus chaud était récolté à la partie supérieure de la cave et amené au sommet de la glacière par un jeu de registres permettant de régler le débit de l'air admis. Cet air traversait la glacière et, refroidi, était reconduit au niveau inférieur de la cave contribuant ainsi à y maintenir une température adéquate. Les registres, noyés dans la masse supérieure de cendrées isolantes, pouvaient également communiquer avec autant de cheminées destinées, selon les besoins, à admettre de l'air frais ou à évacuer de l'air chaud.

La glacière de la Brasserie Biffer termine (provisoirement) la «*Route des Glacières*» à travers la ville de Spa qui, *Ville d'Eaux*, pourrait également se flatter du titre de *Ville des Glacières*, non seulement en fonction du nombre de glacières encore existantes (15 visitées) mais aussi de la qualité des témoins originaux d'une époque révolue. La sauvegarde et la mise en valeur de cet intéressant patrimoine pourrait constituer un attrait supplémentaire pour la ville de Spa, dont l'histoire peut aussi s'écrire en termes de glacières, cet étonnant phénomène oublié.

Léo ROBERTS
 Secrétaire Général de
 «Promotion de l'Environnement Rural ASBL»
 Opération Qualité-Village,
 Turlurette 10. 4861 SOIRON

Mouscron, un passé industriel méconnu

À l'heure actuelle, il est encore difficile de retracer toutes les étapes de l'histoire de l'industrie et du commerce mouscronnois. Très peu de travaux spécifiques au passé industriel local ont été rédigés. Vous en trouverez une liste sélective à la fin de cet article. Brève introduction au sujet, le présent exposé tirera peu de documents inédits. C'est en synthétisant une multitude de notes glanées ici et là qu'apparaissent quelques traits généraux de l'histoire industrielle de Mouscron.

Cette histoire ne peut s'écrire seule, car elle est loin d'être autonome. Elle fait étroitement partie de deux ensembles historiques et géographiques bien plus vastes que les quelque 4.000 hectares du grand Mouscron. Depuis au moins le XVIII^e siècle et encore de nos jours, Mouscron est l'un des points de contact, d'intersection — les autres sont Comines et Menin — entre la Flandre du sud-ouest et la métropole du nord de la France (Lille, Roubaix, Tourcoing).

Il se fait que la principale industrie, sinon la seule, exercée à Mouscron depuis le XVIII^e siècle, est l'industrie textile sous toutes ses formes, de la production de matières premières à la confection de vêtements en passant par toutes les étapes de la filature et du tissage.

Tout commence au XVIII^e siècle. Comme ailleurs en Flandre, Mouscron et les trois communes de Dottignies, Herseaux et Luigne adjointes par les fusions de 1977, se caractérisent par l'agriculture et, en corollaire, par l'industrie linière. La culture, la filature et le tissage du lin servent alors à satisfaire d'abord les besoins locaux, et ensuite le commerce régional.

En 1765, «la manufacture de toiles est la dominante et principale branche de commerce» de Mouscron. Le lin y est cultivé avec succès et utilisé à la fabrication de toiles. Il procure ainsi d'importantes rentrées d'argent aux habitants de la paroisse. Beaucoup de gens recourent à cette occupation partielle par nécessité, leurs exploitations agricoles étant trop petites pour assurer leurs besoins vitaux, alimentaires et autres.

Si l'occupation française entre 1795 et 1815 a ouvert de bonnes perspectives pour l'industrie linière, le blocus continental, la perte des marchés espagnols et sud-américains vers 1810, français après 1815 et hollandais après 1830, la concurrence de l'industrie mécanisée du

lin en Angleterre et du coton à Gand, sont les causes successives d'un chômage massif qui s'installe progressivement dans les campagnes flamandes entre 1835 et 1850. La maladie de la pomme de terre et la famine qui s'en suivit en 1845, ont ajouté leurs effets conjoncturels à la crise de structure qui détruisait peu à peu l'industrie linière.

Mouscron n'a certainement pas échappé à la dépression économique flamande de la première moitié du XIX^e siècle. Pourtant, cette commune réussit à conserver un certain essor démographique, ce qui ne fut pas le cas de Dottignies, Herseaux et Luignne. Ce dynamisme, Mouscron le doit sans doute à une diversification de sa production textile qui trouve son origine en 1758.

En effet, à ce moment-là, Mouscron fabrique un nouveau produit : le molleton, tissu mélangé de lin et de laine. Cette innovation importée de France va jouer un rôle capital pour le développement de l'actuelle ville de Mouscron : elle la fait entrer dans la région polarisée entraînant de Lille, Roubaix, Tourcoing ; elle préserve son industrie de base, le lin, tout en la diversifiant ; elle lui assure un marché que la frontière protège de la concurrence et des rivalités entre Lille et son plat-pays.

Un rapport circonstancié du 20 octobre 1818 permet d'appréhender la mutation de l'industrie textile locale sous l'Empire français. Mouscron compte alors 80 entreprises textiles occupant 1.900 personnes à côté de 22 entreprises diverses qui font travailler 97 ouvriers.

Pourtant une crise est en cours. Les fabriques de tissus de laine étaient en 1811 dans leur plus grande splendeur : 6.000 pièces avaient été fabriquées cette année-là. Mais en, 1817-1818, les 100 métiers occupés à la «tissanderie d'étoffes en laine» n'ont livré que 2.000 pièces. Quant aux fabriques de tissus de coton, telles que les printanières, elles n'ont commencé à être suivies qu'en 1813. En 1815, époque de leur apogée, on en a fabriqué 5.000 pièces. En 1817-1818, on n'en fabrique plus que 3.500 pièces à l'aide de 400 métiers. Les 80 entreprises dénombrées travaillent-elles toutes ? On peut en douter car le même rapport signale que les principaux fabricants, tant d'étoffes de laine que de coton, maintiennent leurs activités plutôt dans l'espoir d'une amélioration de leur commerce que du profit qu'ils en retirent actuellement, «car ils ont ordinairement des magasins remplis de marchandises, qu'ils ne peuvent s'en débarrasser que très difficilement et au surplus, c'est leur fond de fortune qui les soutient ; mais il est à croire qu'ils se laisseront s'ils s'aperçoivent que ce beau commerce continue d'aller en décadence. Le résultat sera le départ de nos bons ouvriers en France».

La crise de 1815 a pris un autre aspect à Herseaux. Avant la constitution du royaume des Pays-Bas, 400 Herseautois tissaient le coton en France. En 1831, ils ne sont plus que 150 à travailler à Roubaix et Watrelos tandis que 65 tisserands sont occupés à Mouscron ou dans la commune où fonctionnent deux petites fabriques d'étoffes de coton.

L'industrie textile régionale survivra aux crises de 1815 et de 1830. Elle participe même aux expositions industrielles de l'époque dans les catégories de tissage de laine et surtout de coton : à Gand en 1820, à Harlem en 1825, à Bruxelles en 1835.

Le secrétaire communal de Mouscron fait preuve d'optimisme en 1836 en signalant que «le commerce assez grand que font les fabricants et filateurs de cette commune est d'un grand avantage pour la classe ouvrière, laquelle trouve une occupation continuelle et dont le salaire assez élevé lui procure les moyens d'existence». La même année, Mouscron compte deux machines à vapeur et le nombre de mendiants «peut être regardé comme nul».

En 1841, un an avant l'inauguration du chemin de fer Courtrai-Tournai et de son embranchement vers Tourcoing, 23 fabriques de tissus de coton et de laine, 8 filatures de coton, 12 teintureries, 5 brasseries et 5 ou 6 autres industries fonctionnent à Mouscron.

Au milieu du XIX^e siècle, Roubaix et Tourcoing sont devenus un «empire de la laine» renforcé par la «famine» de coton due à la Guerre de Sécession. De l'autre côté de la frontière, on s'applique avec succès à l'article de laine mélangée de coton.

Avant la crise cotonnière des années 1860, les 51 fabriques de tissus, les 2 filatures de coton, les 20 retorderies de coton, les 30 teintureries de Mouscron procuraient du travail à 3.000 tisserands et 2.800 fileurs de coton, teinturiers et bobineurs, tant de Mouscron que des communes voisines, qui tissaient alors 100.000 pièces par an valant 5.000.000 de francs.

La guerre entre le nord et le sud des Etats-Unis d'Amérique terminée, le commerce de Mouscron reprit un «impétueux élan» pour atteindre un maximum de 1865 à 1871 : Mouscron fait alors 10.000.000 de francs de chiffre d'affaires par an et les fabricants payent pour façon à leurs ouvriers 30.000 francs par semaine. Le vendredi et le samedi, d'interminables files de brouettes venant des communes environnantes prennent le chemin de Mouscron chargées de pièces et repartent avec une nouvelle chaîne. Les installations des fabricants se réduisent à un grand magasin où l'on effectue le travail de préparation et l'exportation des produits fabriqués.

Puis le textile mouscronnois subit la crise générale que traverse l'économie belge entre 1874 et 1896, sans pour autant disparaître. Un rapport inséré dans le journal *Le Précurseur* du 24 octobre 1880 et publié à l'occasion de l'exposition nationale de Bruxelles, signale que les tissus de Mouscron jouissent d'une grande renommée parfaitement justifiée. On y utilise presque partout des chaînes en coton, mais mélangées de laine dans des proportions diverses. Une des dernières améliorations introduites consiste en l'emploi de la laine peignée mélangée de coton. Les cinq firmes mouscronnoises citées exportent leurs tissus dans toute l'Europe et outre Atlantique.

Dans la région, le tissage, qui se faisait le plus souvent à domicile, cessa d'avoir la prépondérance vers 1900, quand l'industrie textile locale changea complètement d'aspect. Suite à une puissante pénétration économique française, Mouscron devient un centre de filature de laine peignée et de tissage de tapis. En 1899, les frères Six, de Tourcoing, donnent le départ de la filature de laine à Mouscron, suivis en 1907 par les frères Motte, de Roubaix, puis par Louis Watine à Herseaux en 1914, sans oublier Toulemonde-Destombes à Dottignies dès 1898. Quant au tissage de tapis-moquette, bien qu'il trouve son origine à Tournai où il se développa de 1756 au milieu du XIX^e siècle, c'est Tourcoing qui en devint le premier producteur après 1870. Mais dès avant 1914 et surtout vers 1925-1930, des filiales de maisons françaises et aussi des entreprises belges se concentrèrent à Mouscron et y travaillent toujours.

Au début du XX^e siècle, Tourcoing fait principalement le négoce de la laine et le tissage de tapis, Roubaix est spécialisée dans le tissage et la teinturerie. L'expansion de leurs affaires pousse les firmes de ces deux villes à s'internationaliser, à essaimer en Europe centrale et surtout en Belgique. Entre 1900 et 1914, pour les soustraire au fisc, les patrons français placent leurs capitaux dans la construction de nouvelles usines en Belgique, à Mouscron notamment, où de vastes terrains sont libres à proximité d'une main-d'œuvre qualifiée, abondante et peu disposée à l'agitation sociale. Entre 1925 et 1935, le change avantageux du franc français à l'égard du franc belge attire encore de nouveaux investisseurs. En plus, la dispersion des lieux de production permet une judicieuse répartition des risques, car les filiales de la zone frontalière au contact quasi immédiat de Roubaix et de Tourcoing gardent des rapports directs avec leurs maisons-mères. Cette pénétration française dans l'industrie textile belge s'est souvent accompagnée de l'acquisition de grandes propriétés foncières: des «châteaux» pour la

résidence, des terrains de chasse, des terrains industriels, des fermes dont les terres sont progressivement transformées en lotissements pour la construction. Enfin, remarquons que si le patronat français a cantonné ses implantations dans la partie wallonne de la zone frontalière belge, c'est qu'il y avait l'obstacle de la langue mais aussi la difficulté d'insertion d'une entreprise familiale française en milieu flamand.



Le Triage des Laines

Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, Mouscron, ville industrielle, est aussi une cité dortoir. En effet, la majorité de la population active part tous les matins travailler en France pour revenir chez elle en Belgique dans la soirée. Parce que les salaires français sont élevés, les ouvriers sont des frontaliers : résidant en Belgique où le coût de la vie est bas et où ils conservent leur nationalité et leurs droits, ils travaillent en France d'où, en limitant leurs dépenses au maximum, ils ramènent de grosses payes.

En 1910, les migrations frontalières touchent 21 % des habitants de Dottignies, Herseaux, Luigne et Mouscron. Brutalement arrêté par la première Guerre mondiale, l'afflux des frontaliers reprend dès 1920 pour culminer en 1930. La relance industrielle dans le Nord a eu besoin de cette main-d'œuvre qu'elle ne pouvait trouver sur place. Une législation sociale en avance, une meilleure résistance du franc français à l'inflation, des facilités de transport (du vélo aux autocars

d'entreprises en passant par le train et les tramways vicinaux), tout cela contribua à nourrir l'immigration flamande vers Mouscron et ses environs. La crise de 1930 d'abord, puis les dévaluations du franc français entre 1945 et 1950 et enfin la concurrence de la main-d'œuvre nord-africaine après 1962 réduisirent très fortement les migrations frontalières.

Stimulée par la seule situation locale de l'emploi, ne dépassant guère les limites de la région, l'immigration flamande était surtout le fait d'une population relativement jeune qui allait procréer à son tour et dont l'établissement dans la région devait dès lors influencer favorablement le taux de natalité et toute la démographie des communes d'accueil.

En 1926, 40% des ouvriers de Dottignies, Herseaux et Mouscron peignent, filent ou retordent la laine, 21 % la tissent, 20 % font des tapis ou du tissu d'ameublement, 10% travaillent le coton, 5 % teignent fils et tissus.

Les dévaluations du franc belge de 1926 et de 1935 donnèrent sans doute des coups de fouet aux exportations textiles. La crise de 1929 et ses suites concernent tout autant l'industrie locale, quelque peu étrillée mais sans conséquence grave, que les travailleurs frontaliers, bien souvent rejetés de leurs lieux de travail habituels.

Le 1^{er} janvier 1939, les filatures de laine occupent 57 % des 3.800 ouvriers textiles recensés à Mouscron. Avec 24 %, les tissages de tapis et de tissus d'ameublement viennent en seconde position. Aux filatures de coton et aux tissages en tous genres restent respectivement 8 et 7%.

Après la seconde guerre mondiale, vers 1950, Mouscron compte une soixantaine d'entreprise textiles occupant quelques 6.000 ouvriers tandis que 11.000 frontaliers partent tous les jours travailler en France. Les activités habituelles sont toujours la filature et le tissage. Mais la bonneterie et la confection ainsi que le négoce de laine prennent de l'importance.

En 1957, une étude économique sur l'industrie locale conclut que, bien que la Flandre wallonne possède des installations plus modernes que dans le nord de la France, pour la bonne raison que la plupart des entreprises y ont été créées entre les deux guerres, il ne serait pas surprenant que la crise actuelle ait des prolongements sérieux: «toute évolution si flatteuse soit-elle, opérée à partir de déséquilibres continuellement évités de justesse doit aboutir à plus ou moins long terme à des situations critiques».



La Filature

La filature. 50^e anniversaire de la filature de laine Motte et Co (Archives de la Ville de Mouscron).

Deux zones industrielles de cent hectares furent créées à Mouscron peu après le passage de la région à la province de Hainaut en 1963, pour contrebalancer les effets conjugués du reflux frontalier et de la disparition de firmes anciennes. 63 % des entreprises de l'arrondissement de Mouscron-Comines sont alors textiles et elles offrent 86 % des emplois locaux.

En 1980, le textile reste le plus gros pourvoyeur d'emploi du Hainaut occidental. Mais il est concentré à Mouscron où il concerne 61 % des emplois industriels. Parmi les 35 premières entreprises textiles et de confection de Wallonie, 15 sont situées à Mouscron et deux d'entre elles se classent parmi les vingt premières entreprises de Belgique. Mais le secteur est aussi le plus durement touché par la crise mondiale.

Si au départ, résumer deux siècles d'histoire industrielle à Mouscron apparaît comme une gageure, au terme de ce court essai, je crois avoir au moins réussi à relater les événements essentiels et à passer en revue les éléments constitutifs d'un passé industriel très largement méconnu.

Claude DEPAUW, *Licencié en histoire, Archiviste de la Ville de Mouscron, Président de la Société d'Histoire de Mouscron et de la Région.*

Bibliographie

- V. BRAUSCH, «Toiles de lin et molletons, deux produits textiles mouscronnois dans la seconde moitié du XVIII^e siècle», *Mémoires de la Société d'Histoire de Mouscron et de la Région*, t. V, fasc. 2, 1983, pp. 19 — 47.
- V. BRAUSCH & C. DEPAUW, *Mouscron. Passé et présent industriel*, Mouscron, 1984.
- A.-M. COULON, *Histoire de Mouscron, d'après les documents authentiques*, 2 vol, Courtrai, 1890-1892; *Supplément à l'histoire de Mouscron*, Courtrai, 1909.
- J.-P. DELHAYE, J.-P. DUCASTELLE, J.-M. DUVOSQUEL & M. SONNEVILLE, «Hainaut occidental», *Mémoire ouvrière. Histoire des Fédérations*, n° 4, Bruxelles, 1985.
- C. DEPAUW, «La Flandre Wallonne, Mouscron», *Hainaut, terre d'industrie*, Mons, 1983, pp. 13-16.
- C. DEPAUW, «Mouscron, un passé industriel méconnu», *Archéologie et Patrimoine industriels en Hainaut, bilan et perspectives. Colloque de Mariemont, 7 et 8 septembre 1985*, La Louvière, 1985, pp. 57-66.
- C. DEPAUW, «Mouscron, un passé industriel méconnu», *Périodique mensuel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mouscron-Comines*, n° 5, 6 et 7, 1986, pp. 3-5, 12-14 et 13-16.
- P. GEORIS, «La fin du textile wallon?», *La revue nouvelle*, t. LXXVI, 1982, p. 50-66.
- P. GEORIS, «Le Hainaut occidental dans la crise», *La revue nouvelle*, t. LXXIII, 1981, p. 471-486.
- M. GOTTSCHALK, C. DEJEAN et A. FLEURIX, *La Flandre Wallonne. Enquête économique et sociale*, Mouscron, 1958.
- «L'industrie et l'artisanat à Dottignies», *Dottiniac*, n° 10, 1983.
- L. MAES, *Histoire de Mouscron*, Mouscron, 1933.
- «Mouscron, centre textile. Le connaissez-vous?», *Répertoire général de Belgique*, t. XXVIII, 1954, pp. 117-151.
- «Mouscron-Comines, versant belge de la métropole du Nord», *Cahiers de la Toison d'or*, t. VI, n° 26, 1974.
- Ook hier zijn wij groot geworden. Het nijvere arrondissement Kortrijk. 1890-1940*, Courtrai, 1985.
- R. ROBBE, «L'industrie textile dans la région de Mouscron», *Moniteur textile*, t. X, n° 3, 1948, pp. 79 et 81.
- J.-L. SOETE, «L'industrie textile à Mouscron des origines à 1930», *Mémoires de la Société d'Histoire de Mouscron et de la Région*, t. I, fasc. 2, 1979, pp. 20-26.

Publications

□ Jean-Pierre HENDRICKX, **Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges, tome I, 1945-1975.** (Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, cahier 100). Louvain-Bruxelles, Ed. Nauwelaerts, 1986. In-8, XX-214p. -Fr. b. 400.

Avec ce centième cahier publié par le Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, c'est un outil de travail, précis et précieux, qui vient d'être offert à tous les chercheurs et curieux intéressés par l'histoire contemporaine. On a souvent regretté que les heures innombrables consacrées par des générations d'étudiants à élaborer des mémoires de licence n'aboutissent souvent qu'à la présentation de monographies demeurant ignorées du public. En faisant paraître ce répertoire de 1093 mémoires de licence et thèses de doctorat défendus dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges entre 1945 et 1975, J.-P. Hendrickx ne nous livre pas seulement des titres, mais nous renseigne également sur la présence des travaux inédits dans 68 bibliothèques ou autres lieux de conservation. A l'objection réelle qui consisterait à arguer du caractère inédit de la plupart de ces monographies pour agir avec prudence et en réserver l'accès, le répertoire répond partiellement en indiquant les publications (ouvrages et articles) issus de ces mémoires et thèses. Ainsi, l'enquête minutieuse réalisée à ce sujet révèle que 350 mémoires, soit plus du tiers, inspirèrent à leurs auteurs des publications ultérieures. Est-il besoin de souligner le mérite de l'auteur de ce répertoire et les difficultés qu'il dut surmonter dans sa triple démarche: retrouver les titres exacts, les lieux de conservation et les publications issues de ces travaux? Outre des parties consacrées aux mémoires concernant l'histoire de l'Afrique centrale et des diverses parties du monde (81 titres en tout), la partie principale du répertoire a trait à l'histoire de Belgique (1012 titres). Cette partie regroupe les mémoires en sept sections, elles-mêmes divisées en plusieurs rubriques: Politique intérieure, idéologies, institutions; Relations internationales et coloniales, affaires militaires et guerres mondiales; Economie, société; Religions et laïcité; Enseignement; Presse; Sciences et techniques, arts et lettres, sport et loisirs.

Sans déployer l'éventail de toutes ces monographies composées en trente ans, observons la répartition de quelques rubriques concernant l'histoire sociale et industrielle : Agriculture et forêts (11 titres de mémoires); Propriété et structures foncières (16); Industrie, mines et carrières (30); Commerce et transports (14); Ouvriers (36) et mouvements sociaux (23). Mais il est clair qu'une présentation en ces termes ne rend pas compte, dans toute leur richesse et leur diversité des travaux de fin d'études présentés en histoire. Pour des raisons évidentes de classement, la présentation en rubriques imposait des choix, notamment pour les nombreux travaux envisageant plusieurs aspects. Un système de renvois par numéros signale, pour chaque rubrique, des titres classés ailleurs. En outre, et ce n'est pas un des moindres mérites de ce répertoire, les index permettent de repérer aisément les travaux n'abordant que de façon secondaire certains thèmes: un index des noms d'auteurs, un index des périodiques étudiés et surtout un abondant *index rerum*, où apparaissent les sujets abordés et les lieux concernés. Le lecteur dispose d'un instrument de choix, non seulement pour retrouver tel titre qui lui serait utile, mais aussi pour dégager les grandes tendances de la recherche historiographique au cours de trois décennies: orientations des différents centres universitaires, engouements passagers pour des thèmes ou des méthodes et, à l'inverse, silences sur certains sujets.

Jean PIROTTE

□ Jacques PINARD, **L'archéologie industrielle**. Paris, P.U.F., 1985. In-8, 140P., XL planches. -Fr. fr. 98.

L'ouvrage de Jacques Pinard, professeur à l'Université de Limoges, intéressera surtout le grand public, auquel il s'adresse en priorité, mais le spécialiste y trouvera également sa pitance, ne fût-ce qu'en parcourant les chapitres d'ordre méthodologique, qui sont d'une lecture enrichissante. De plus, vouloir présenter une vue d'ensemble théorique de l'archéologie industrielle et de ses problèmes en moins de 150 pages n'était pas une sinécure. Comme tel, ce travail s'articule autour de trois grandes parties. Dans la première, «Les vestiges du patrimoine industriel» (p. 9-46), Jacques Pinard rappelle en détail que la notion même de patrimoine industriel recouvre de nombreuses choses (constructions, machines, équipements et logements, archives écrites et orales,...) qui méritent toutes une certaine attention dans la mesure où elles contribuent à la naissance du passé manufacturier d'un pays ou d'une population, même si elles ne peuvent pas toutes être conservées, ce que seule une étude plus ou moins approfondie permettra de

décider. La seconde partie, à notre avis la plus novatrice, «Les méthodes et les buts de la recherche» (p. 47-89), démontre comment le nombre et la variété des vestiges industriels reconnus nécessitent un choix afin de privilégier un ou deux thèmes qui caractérisent le mieux la période ou la région étudiée et autour desquels seront orientées les pistes de recherche. Il est ici question de la collation des sources (reconnaissance des sites, élaboration des cartes et des plans, consultation des archives), de l'analyse scientifique de l'objet d'étude (monographie d'entreprise ou d'établissement, analyse comparée de machines ou d'équipements, approche des milieux ouvriers et patronaux) et de la conservation du patrimoine récolté (critères scientifiques à retenir pour la sélection des choses à sauvegarder, solutions conservatoires, méthodes de la mise en valeur et d'exposition). Comme quoi, «Les vestiges du patrimoine industriel ne sont vraiment utiles à la connaissance de l'histoire des sciences et des techniques que s'ils ont été soigneusement inventoriés, étudiés et conservés afin de servir à la formation des générations futures, comme ils participent aujourd'hui à celle des techniciens des pays les moins avancés qui cherchent à profiter de l'expérience de leurs aînés pour rattraper une partie du retard que leur développement a accusé» (p. 8%). Dans la troisième partie enfin, «Les possibilités et les réalisations selon leur pays» (p. 91-128), l'auteur constate que les recherches sur le patrimoine industriel peuvent en somme être menées de nos jours dans tous les pays du monde, même ceux n'ayant encore connu qu'un début de développement manufacturier. «Elles ne seront cependant pas conduites selon les mêmes principes. On peut regrouper leurs orientations en fonction des trois principaux stades actuels d'industrialisation atteints déterminant l'importance des survivances les plus anciennes: celui des pays les moins industrialisés, celui des anciens pays neufs et celui des vieux pays industrialisés» (p. 91). Bref, un bel essai de typologie d'archéologie industrielle, pourrait-on dire, qui — chose trop rare pour ne pas être relevée — écrit par un auteur français, ne limite ni ses exemples, ni le choix de ses illustrations au seul hexagone.

Jean-Pierre HENDRICKX

▣ **Archéologie et industrie**, n° 107, juillet-août 1986, des *Dossiers Histoire et Archéologie*. Dijon, in-4, 98 p., nombr. ill. -Fr.fr. 28.

Ce numéro de la revue sous rubrique est tout entier consacré à l'archéologie industrielle comprise dans son sens le plus large, allant chronologiquement du moyen âge à l'époque contemporaine. Au total, une vingtaine d'articles assez brefs, centrés essentiellement sur

la France. La place nous manque pour passer au peigne fin toutes ces contributions, dont certaines n'ont qu'un impact purement local. Nous insisterons, par contre, sur ce qui nous paraît intéresser davantage les lecteurs de notre Bulletin.

Dans *L'archéologie de l'âge industriel* (p. 8-12), Xavier BARRAL I ALTET revient sur une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, celle de la définition même de la notion d'archéologie industrielle. L'auteur pense notamment que l'adjectif «industrielle» ajouté au terme «archéologie» ne donne pas une définition qui livre tous ses secrets. Pour les uns, il ne peut y avoir d'archéologie sans fouille de terrain; pour les autres, l'archéologie est une méthode de raisonnement tendant à réfléchir sur des vestiges afin de reconstituer un passé. La notion d'«industrie» fait davantage l'unanimité dans la mesure où l'on s'en tient à l'idée de révolution industrielle et que l'on n'impose pas de limites récentes à sa chronologie. Et l'auteur d'insister sur le côté pluridisciplinaire du patrimoine industriel, avant de constater, après bien d'autres, que «la nouveauté et l'étendue du domaine de l'archéologie industrielle expliquent en partie la difficulté que l'on a à s'accorder sur la définition de cette science et à délimiter son champ d'étude et d'action. Aussi bien sur le plan théorique que sur l'application pratique de la discipline, les positions sont encore divergentes» (p. 10). Signalons, au passage, qu'à notre avis, la définition la plus nuancée en langue française de l'archéologie industrielle reste néanmoins celle qu'en a donné Paul-Louis Pellet dans la *Revue suisse d'histoire* de 1981 (t. XXXI, n° 1, p.32-42: *L'«archéologie industrielle», science ou fiction? Une question de définition*). — Pour François HAMON, *La protection du patrimoine industriel* (p. 14-17) doit répondre à trois objectifs: favoriser l'activité d'étude et de recensement des organismes spécialisés (associations, écomusées, instituts de recherche rattachés à des universités); développer, dans ce domaine, la compétence des équipes ayant pour but l'inventaire du patrimoine; enfin, créer, à partir des expériences complémentaires, des outils d'analyse et d'enregistrement pour constituer une documentation homogène. — Pierre Yves BALUT et Philippe BRUNEAU, *L'archéologie moderne et contemporaine* (p. 78-81), montrent — exemples à l'appui — que cette archéologie offre aux chercheurs des champs d'études illimités, incluant même l'archéologie traditionnelle du passé dont elle est l'aboutissement; ici aussi, il est question de deux façons apparemment inconciliables d'entrevoir l'archéologie industrielle: les uns tiennent aux outils servant à produire des matières premières, des énergies et s'autorisent dès lors à remonter très haut dans le temps;

les autres, au contraire, surtout sensibilisés par la révolution industrielle, en envisagent tous les aspects techniques et incluent dans l'archéologie industrielle «seconde manière» non seulement les outils de production, mais les produits eux-mêmes des industries nouvelles, par exemple chemins de fer, architecture métallique, voire organisation du milieu ouvrier, corons, habitat, etc.. «Mais alors, tout naturellement, l'archéologie industrielle doit devenir cette fois l'archéologie de toute une époque, des XIX^e et XX^e siècles, sans pouvoir valablement s'en tenir à l'une de ses composantes, l'industrie au sens restreint du terme, dont trop de caractères ne se comprennent qu'en relation avec les autres productions contemporaines, non industrielles» (p. 78). A noter encore ici (p. 81) la distinction essentielle que les auteurs font entre «archéologie» et «patrimoine». — François LOYER, *L'architecture industrielle* (p. 82-85), se demande s'il existe vraiment une architecture propre à l'industrie ou si, plutôt, les bâtiments industriels n'ont pas simplement évolué du moulin à eau et de la halle, les deux modèles génériques, vers les gigantesques châteaux de l'industrie du XIX^e siècle, ces espaces uniformes, indifférents, produits à des milliers d'exemplaires pour les besoins les plus variés, laissant de côté toute expression architecturale ambitieuse ou originale.

Autres contributions du présent recueil : Philippe BRAUNSTEIN, *Mines et métallurgie dans la France ancienne* (p. 18-23; de toutes les industries anciennes, ce sont les entreprises extractives qui ont laissé le plus de traces dans le paysage); Marie-Christine BAILLY-MAÎTRE, *Mines et métallurgie dans les Cévennes au moyen âge* (p.24-25; deux sites ont jusqu'à présent fait l'objet de recherches particulières : l'exploitation de l'argent à Largentière dans l'Ardèche et l'extraction du cuivre à Cabrières dans l'Hérault); Marie-Christine MAÎTRE et Philippe CHAPON, *Métallurgie en Oisans du XV^e au XIX^e siècle* (p. 26-29); Paul BENOÎT, *Mines et métallurgie dans l'est de la France. Programme d'archéologie historique* (p. 30-33; concerne particulièrement la Bourgogne et la Franche-Comté); Jean-François BELHOSTE, *Inventaire des forges de France* (p. 34-39; depuis 1983, un vaste programme d'étude et de recensement des forges françaises est entrepris par la Cellule du Patrimoine industriel); IDEM, *Les forges du pays de Chateaubriand* (P. 40-43; cette métallurgie locale connut son apogée au XVIII^e siècle); Jean-Yves ANDRIEUX, *Les forges de Bretagne* (p. 44-49; de très nombreuses forges fonctionnaient au bois en Bretagne, où l'on retrouve une quantité impressionnante de petits sites

métallurgiques); Paul BENOÎT, *La forge de l'abbaye de Fontenay* (p. 50-52; remonte au XII^e siècle); Philippe PEYRE, *Les forges de Buffon* (p. 53-57; étude de fouilles en Bourgogne); Serge BENOÎT, *Les usines à fer du nord de la Bourgogne* (p. 58-59); Jacques HURTRELLE et Alain JACQUES, *Les potiers d'Arras du XVII^e au XIX^e siècle* (p. 60-61); Henri AMOURIC, *Recherches sur les céramiques du XVI^e au XX^e siècle en Provence* (p. 62-63); Pierre REGALDO—SAINT—BLANCARD, *Du 17^e siècle à nos jours: les structures de production d'un village de potiers* (p. 64-65; à Sadirac, où l'on compte au XVIII^e siècle jusqu'à 150 potiers en activité); Jean-François BELHOSTE, *Les manufactures de drap fin aux XVII^e et XVIII^e siècles* (p. 66-71; la fabrication de drap fin s'est faite dans des très grandes manufactures comme celles d'Abbeville, du Dijonval, des Andelys, mais aussi dans de nombreux petits ateliers spécialisés); Claude-Isabelle BRELOT, *L'industrie du sel en Franche-Comté* (p. 72-77; les salines d'Arc-et-Senans, Salins, Montmorat, Lons-le-Saunier); Mathilde BELLAIGUE-SCALBERT, *Ecomusées et archéologie industrielle* (p.86-89); Barrie TRINDER, *Les grands sites industriels en Grande-Bretagne* (p. 90-95).

Par ses articles d'ordre surtout théorique et méthodologique mais également sectoriel, ce dossier ne manquera pas de retenir l'attention des archéologues industriels belges, qui y trouveront matière à réflexion et à prospection sur leurs propres terres.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Marie-France. WILLAUMEZ, **Les passages-galerias du XIX^e siècle à Bruxelles.** Bruxelles, Ministère de la Communauté française, 1983. In-4, 101 p., ill. -Fr. b. 300.

Longtemps négligée des chercheurs, l'étude des passages-galerias du XIX^e siècle fut, fort heureusement, remise à l'honneur en Allemagne, en 1969, par J.-F Geist (*Passagen, ein Bautyp des 19. Jahrhunderts*, 3^e éd., Munich, 1979, 560 p.) qui, le premier, permit de redécouvrir scientifiquement la typologie de ce genre de constructions et traça ainsi la voie pour l'analyse systématique des galeries urbaines, de Cleveland à Moscou et de Naples à Berlin. Ce phénomène des galeries commerciales, qui connaît de nos jours un regain considérable, n'a toutefois eu qu'une extension assez restreinte à Bruxelles au XIX^e siècle, si on tente, par exemple, une comparaison avec la ville de Paris qui comptait, dès 1827, quelque 140 passages couverts.

Concrètement, M.-Fr. Willaumez envisage sept galeries bruxelloises, dont quatre subsistent encore aujourd'hui; elle les présente par ordre chronologique et suivant les aménagements urbanistiques du centre de notre capitale au XIX^e siècle: le passage de la Monnaie (1820; disparu), les galeries Saint-Hubert (1846-1847), le marché de la Madeleine et la galerie Bortier (1847), la galerie du Commerce (1871), le passage des Postes (1875; disparu), le passage du Nord (1881) et la galerie du Parlement (1880; disparue). Les galeries Saint-Hubert occupent ici une place de choix, ce qui est normal si l'on se rappelle que ce chef-d'œuvre de Jean-Pierre Cluysenaar constitue un des jalons les plus importants dans l'histoire internationale de cette architecture et est parvenu jusqu'à nous dans un remarquable état de conservation (p. 25-48). Pour chacun de ces passages-galeries, l'auteur s'efforce — sources nombreuses à l'appui — de retracer l'historique et les principales caractéristiques architecturales et techniques, le tout rehaussé par une illustration abondante et suggestive.

Les archéologues industriels seront particulièrement attentifs aux conclusions de l'auteur qui, après avoir décrit le phénomène des galeries couvertes à Bruxelles dans le contexte global de leur évolution et après avoir résumé les caractères des galeries bruxelloises au XIX^e siècle, se penche plus spécialement sur les rapports à établir entre révolution industrielle et historicisme, et sur les conséquences que cette association entraîne dans le domaine esthétique.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Michel RAGON, **L'architecture des gares**. Paris, Éd. Denoël, 1984. In-8, 108 p., nombr. ill. -Fr.fr. 98.

A la fois spécialiste de l'architecture (cfr son *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, en 3 vol.), critique et historien d'art (v.g. *25 ans d'art nouveau, 1944-1969*; *Naissance d'un art nouveau*), romancier et essayiste (cfr *Histoire de la littérature prolétarienne en France*), M. Ragon est, comme on le constate, un auteur fécond, aux centres d'intérêt très variés. Il vient de braquer cette fois son objectif sur l'architecture des gares en France depuis leur naissance jusqu'à nos jours. Lieu de conflit entre l'innovation et la tradition, entre la technologie de pointe et les beaux-arts, la gare a en effet son histoire, étroitement liée à celle de la civilisation industrielle et de l'architecture moderne. C'est le lien que M. Ragon nous montre ici, depuis les premiers embarcadères sous Louis-Philippe jusqu'aux recyclages et aux restaurations actuelles. L'ouvrage de M. Ragon, s'il se lit et fait plaisir aux yeux (quelque 110 illustrations), n'est malheu-

reusement pas de ceux qui se résument facilement, l'auteur laissant volontiers courir son raisonnement à travers le temps et l'espace, abordant un sujet pour passer ensuite à un autre, quitte à revenir sur le premier quelques pages plus loin. En guise d'introduction, M. Ragon évoque notamment la gare comme cœur du réseau ferroviaire, les rapports entre la construction des gares et celle des grands hôtels, des grands magasins et des expositions universelles (les premières gares ne sont pas l'œuvre d'ingénieurs, mais d'architectes spécialisés du ferroviaire), de même que le mouvement pendulaire entre l'enthousiasme et la suspicion pour les gares (à la fin du XIX^e siècle, toute ville sans gare dépérit); il traite encore de la gare comme génératrice de nouveaux quartiers et avenues. M. Ragon envisage ensuite successivement l'esthétique des premières gares et leur «théâtralisation» (chap. 1), avec leurs grandes arcades, marquises et horloges; les différentes sortes de gares (chap. 2): gares de marchandises, gares-marchés, gares de triage ou maritimes, non sans oublier ces personnages mythologiques qu'étaient le chef de gare et le garde-barrières; les premières gares de Paris (chap. 4); les gares mortuaires (chap. 5), un projet d'Hausmann qui décida en 1866 de regrouper tous les cimetières parisiens en un seul immense terrain situé à une vingtaine de kilomètres de la capitale, que l'on relierait par un système de voies ferrées exclusivement «mortuaires», une idée pour le moins originale qui ne vit jamais le jour; une analyse plus particulière (chap. 6), jusqu'en 1914, de quelques gares typiques dans les départements du Nord (e.a. gare de Lille), d'Alsace-Lorraine (Metz, Strasbourg, Colmar), ainsi que du «style 1900» (gares de Lyon et d'Orsay à Paris). L'auteur poursuit son évocation chronologique pour les époques 1919-1939 (chap. 7; reconstruction sans grand souci d'esthétisme des gares après la première guerre mondiale, «l'entre-deux-guerres marque un très net désintérêt pour l'architecture des gares» (p. 76) et 1945-1965 (chap. 8; au lendemain de la seconde guerre, «on vit apparaître un peu partout les mêmes bâtiments bas, horizontaux, le plus strictement fonctionnel. la gare ne ressemble plus à une porte de ville, et encore moins à une cathédrale, mais à une station service. En fuyant le monumental, le décor, la redondance, on tombait dans le mesquin, l'étriqué, le sinistre» (p. 83). Et l'auteur de terminer (chap. 9) par une présentation des gares strictement contemporaines et par quelques considérations sur les gares de l'avenir. M. Ragon signe ici un ouvrage agréable, qui mérite une lecture attentive; un ouvrage qui n'est pas sans rappeler par plus d'un aspect le livre-catalogue *Le temps des gares* (Paris, Centre Georges Pompidou, 1978), actuellement en réimpression.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Roger-Henri GUERRAND, **L'aventure du métropolitain**. Paris, Éd. de La Découverte, 1986. In-8, 191 p., nombr. ill. -Fr.fr. 90.

Historien de la vie quotidienne en milieu urbain et spécialement du logement populaire, R.-H. Guerrand nous donne ici quelques bons chapitres agréablement écrits et intelligemment illustrés sur cette institution-symbole qu'est le métro parisien. A la limite entre un récit d'aventures, parfois anecdotique, et une étude plus ponctuelle relevant de l'archéologie industrielle, l'ouvrage nous entraîne des premiers coups de pioche du creusement du métro jusqu'aux toutes récentes campagnes publicitaires «chics et chocs», en passant par les mille et une péripéties qui ont marqué la construction et l'exploitation des lignes et en éclairant bien des aspects méconnus. Sait-on par exemple qu'aujourd'hui «avec ses 429 stations ponctuant près de 300 kilomètres de lignes à l'intérieur et à l'extérieur de la capitale, la RATP (...) est la troisième entreprise du monde par l'intensité de son trafic» (p. 161)! L'auteur, qui enseigne à l'école nationale d'architecture de Paris-Belleville, analyse également la personnalité des ingénieurs, des architectes et des artistes ainsi que les réactions des usagers au cours des années, sans oublier les problèmes de rentabilité, de sécurité, les modifications de l'administration, etc. mais R.-H. Guerrand ne se contente pas de fournir des renseignements techniques ou historiques. Il envisage aussi longuement la mythologie du métro transmise notamment par le cinéma et clôture son travail par une anthologie de textes dont le métro est le héros. Cet ouvrage destiné avant tout au grand public — il comprend toutefois une bibliographie fouillée (p. 177-187) — retiendra l'attention non seulement des Parisiens, mais aussi de tous ceux qui se passionnent pour les exploits techniques des temps modernes. — N.B. Parmi les nombreuses contributions de R.-H. Guerrand, on rappellera notamment — dans l'optique de notre Bulletin — *Mémoires du métro* (1961), *La conquête des vacances* (1963), *L'art nouveau en Europe* (1965), *Les origines du logement social en France* (1966), *Le logement populaire en France: sources documentaires et bibliographie* (1979), de même que (pourquoi pas?) une étude très originale sur *Les lieux, histoire des commodités* (1985).

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Pierre-Paul DUPONT, **Un demi-siècle de photographie à Namur, des origines à 1900**. Bruxelles, Crédit Communal, 1986. Gd In-8, 151 p., ill.

Historien et historien de l'art, P.-P. Dupont nous offre un remarquable album de photos inédites accompagnées d'un support textuel très

fouillé. Portée sur les fonts baptismaux en 1839 à Paris, la photographie allait — comme on le sait — diviser profondément les artistes face aux nouvelles possibilités qu'elle apportait. Simple procédé technique pour les uns, véritable discipline artistique pour les autres, la photographie fut, en effet, rapidement à la base de nombreuses controverses. C'est dans le contexte de ce large débat que se situe l'étude de P.-P. Dupont, une étude très neuve car, jusqu'à présent, pour le Namurois tout ou presque restait à faire en ce domaine. L'auteur envisage, dans une première partie, les photographes namurois professionnels de 1850 à 1900 environ, plus spécialement l'ami de Félicien Rops, Armand Dandoy (1834-1898), dont on ignore encore aujourd'hui à peu près tout de son œuvre picturale et photographique; il analyse ensuite les photographes amateurs, notamment Adolphe Dupont (1827-1908), et les sociétés namuroises de photographes amateurs. A travers tout son exposé, l'auteur tente, en fait, de répondre à plusieurs interrogations: à quel type de photographes et de photographies a-t-on affaire durant cette seconde moitié du XIX^e siècle? Quels sont les rapports entre la peinture, la gravure et la photographie? Y a-t-il des particularités à la production photographique namuroise? En quoi la photographie de cette époque est-elle différente de celle pratiquée de nos jours? Les fonctions qu'elle assume sont-elles les mêmes? Enfin, la photographie des amateurs est-elle cet «art moyen» dont parlent certains auteurs contemporains? Et P.-P. Dupont de ramasser son sujet — basé sur une solide enquête heuristique (sources iconographiques, manuscrites et imprimées; travaux généraux ou orientés plus particulièrement sur le Namurois) — en une conclusion sobre mais précise (p. 141-145), dont il appert entre autres que si les débuts de la photographie à Namur restent assez obscurs («ce n'est que vers 1855, à l'époque dit du collodion, qu'on commence à rencontrer des témoignages importants relatifs à une activité photographique suivie» (p. 141), le photographe en vient progressivement à supplanter le peintre de portraits, qui est parfois réduit à se transformer à son tour en photographe. Quant à la masse d'images ici rassemblées, elle forme une excellente base documentaire visuelle pour les spécialistes de la vie quotidienne et des traditions poulaires. A ce titre, l'ouvrage de P.-P. Dupont, même s'il est conçu avant tout comme une contribution à l'histoire de l'art, ne manquera pas de retenir l'attention des lecteurs de notre Bulletin, notamment ceux pour qui la technique photographique, son matériel et ses procédés initiaux font encore problème: ils trouveront ici de quoi satisfaire leur curiosité.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Le Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielles a organisé, les 12 et 13 décembre 1985, en collaboration avec l'Ecomusée régional du Centre un colloque intitulé **«La sidérurgie aux XVIII^e et XIX^e siècles: aspects technologiques, économiques et sociaux»**.

Les Actes de ce colloque, un volume de 160 pages, vient de sortir de presse. Préfacé par Madame Odette Hardy-Hemery, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lille III, le livre réunit les dix communications présentées au colloque:

- M. Claude de Moreau de Gerbehaye: «Les forges du bassin de la Rulles (Sud-Luxembourg) au XVIII^e siècle»;
- M. Michel Dorban: «La sidérurgie luxembourgeoise au XVIII^e siècle»;
- Mme Nicole Caulier-Mathy: «Les maîtres de forges wallons contre la loi impériale sur les mines, première phase»;
- M. Denis Woronoff: «La sidérurgie française face au problème du combustible (fin XVIII^e-mi XIX^e siècle)»;
- M. Jean-Louis Delaet: «Aux origines de la révolution industrielle au pays de Charleroi: les entreprises industrielles de Paul Huart-Chapel (1770-1850)»;
- Mme Marcella Colle-Michel: «Le chemin de fer en Wallonie au XIX^e siècle en relation avec l'essor de l'aciérie»;
- M. Jean Gadisseur: «Le malaise sidérurgique dans la crise belge, 1873-1895»;
- Mlle Suzy Pasleau: «Une population ouvrière au XIX^e siècle: les métallurgistes de Grivegnée»;
- M. Peter Scholliers: «Changements technologiques et conséquences sociales dans l'industrie de la construction mécanique gantoise au XIX^e siècle»;
- Mlle Marinette Bruwier: «Entrepreneurs et ouvriers du métal dans le Borinage de 1800 à 1850»;

Le volume est en vente au prix de 500 F (frais de port inclus) par versement au compte 271-0000456-03 du Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielles, Chaussée de Jolimont 263 à 7160 Haine-Saint-Pierre.

□ **Etudier l'histoire des sciences et des techniques** par Robert HALLEUX et Pascal LEFEBVRE (coordonnateurs de la publication), préface de M. le Ministre André BERTOUILLE, un volume de 150 pages, constituant le numéro 3 de la **Collection belge d'Histoire des Sciences, des Techniques et de l'Industrie**.

Enseignants, étudiants, responsables de la culture, grand public curieux se sentent de plus en plus concernés par l'histoire des sciences et des techniques. Pour en savoir plus long, où s'adresser ?

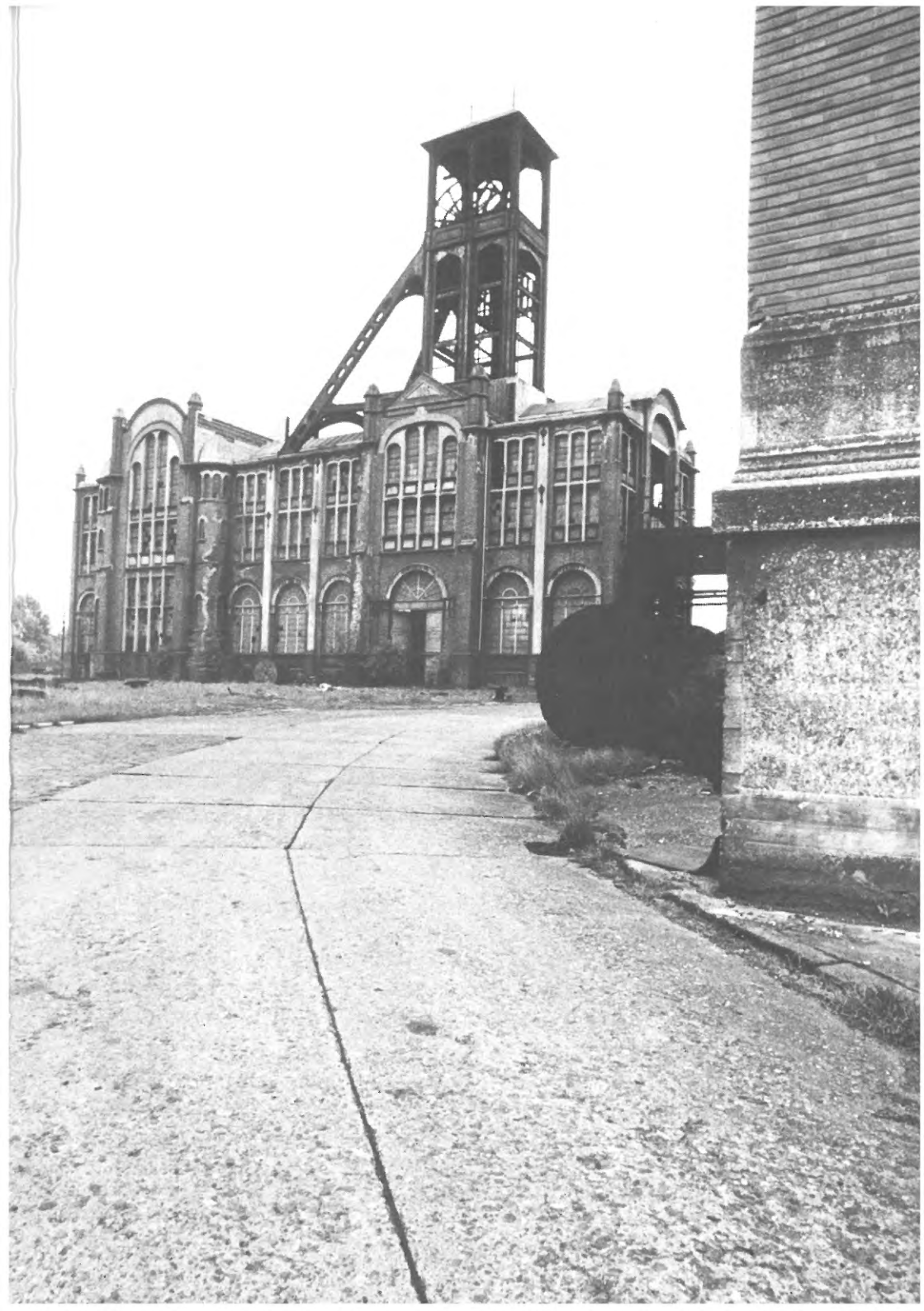
Ce livre fournit les moyens de s'informer. Il décrit en détail la situation actuelle de la discipline en Belgique, avec les actes des « Etats Généraux » tenus à l'Académie royale de Belgique le 5 juin. Il en démontre l'intérêt pour l'enseignement secondaire et supérieur. Il contient un annuaire des spécialistes belges et une liste d'adresses utiles : sociétés savantes, services universitaires, bibliothèques et musées.

Éd. APPS, avenue de l'Amarante 26 — 1020 Bruxelles, 500 FB. Tél. 02/268.29.33

□ Les actes de la journée d'étude du 21 mai 1986 organisée par l'Association pour la sauvegarde et l'Exploitation des Archives industrielles Belges et intitulée : **Sauvegarde et exploitation des archives d'entreprises** sont disponibles depuis mars 1987.

Renseignements : D. Van Overstraeten, Archives Générales du Royaume, 2-6 rue de Ruisbroek, 1000 Bruxelles.

On y retrouvera les communications de J. PUISSANT, « La mémoire d'une entreprise : Dumont de Chassart, archives et mémoire orale » ; C.F.M. JANSEN, « Het bedrijfsarchief bij Philips » ; C. LUYCKX, « Une mémoire pour demain, notre expérience chez Lafarge Coppée » ; M. ALBERT, « L'expérience de Lafarge Coppée en France » ; L. DUBOIS, « Lafarge Coppée : 150 ans d'industrie ou la mémoire d'un groupe » ; H. COPPEJANS-DESMEDT, « Op zoektocht naar de bedrijfsarchieven » ; J. PIEYNS, « L'informatique et les archives d'entreprises » ; M-R THIELEMANS, « Les archives d'entreprises et les archives des institutions publiques au niveau national » ; G. HANSOTTE, « Les archives d'entreprises et les archives des institutions publiques. Le cas des archives de l'Etat à Liège » ; C. DHERENT, « Les archives d'entreprises dans le nord de la France : vers la création du premier « Centre des archives du monde du travail » ».



Informations et agenda

○ **L'Ecomusée régional du Centre**

Une exposition itinérante: «*La région du Centre... Un nouveau dynamisme économique? Des raisons d'y croire*» a été mise sur pied à l'initiative de l'Ecomusée régional du Centre et de trois établissements d'enseignement de la Province de Hainaut (l'Athénée provincial de La Louvière, l'Athénée provincial mixte Warocqué à Morlanwelz et l'Ecole normale mixte Fernand Hotyat.).

Ont également collaboré au projet: l'A.S.B.L. «Le Centre, Carrefour européen», l'Association intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement des Régions du Centre et du Borinage — I.D.E.A. hennuyère, le Bureau d'Etudes économiques et sociales du Hainaut, et la Direction générale des Affaires culturelles du Hainaut.

L'exposition est présentée dans le hall d'entrée du Centre hospitalier universitaire de Tivoli à La Louvière, du 7 au 25 novembre 1987.

Un dossier pédagogique de 60 pages, publié avec l'aide de la B.B.L. a été présenté à la presse le 6 novembre. Voir avec d'autres yeux... Et surtout, y croire.

Telles sont les deux idées-forces qui émergent de cette exposition, soignée dans sa réalisation, ambitieuse dans ses objectifs.

Malgré un contexte socio-économique en grisaille, en dépit d'handicaps réels, la région du Centre s'élabore progressivement une nouvelle identité. Si, dans beaucoup d'esprits encore, économie rime toujours avec sidérurgie et métallurgie, d'autres activités contribuent à donner aujourd'hui un nouveau label à cet ensemble de douze entités malheureusement réparties sur trois arrondissements administratifs.

Les industries chimiques contribuent largement à cette rénovation; des exemples? MONTEFINA, A.C.S. Plastiques Industriels, SIGMA COATINGS, CHEMVIRON CARBON, LABOFINA... Autant de sociétés où l'intégration de nouvelles technologies est une indispensable condition de compétitivité et qui génèrent une forte valeur ajoutée.

Il n'y a toutefois pas que la chimie. Loin s'en faut! BIEBUYCK à La Louvière-Houdeng-Goegnies (mécanique de précision), MACTAC à Soignies (adhésifs), LAMY-LUTTI à Manage-Bois-d'Haine (confiserie), DEBELLE-ESTOM à Ecaussinnes (machines pharmaceutiques) LESCAILLER à Binche (confection) ou encore LE BON GRAIN à Morlanwelz (meunerie-boulangerie-pâtisserie)... Voilà quelques beaux

exemples d'une volonté d'investir, d'innover et de conquérir une place, même petite, sur l'échiquier international.

La région compte aussi quelques modèles de gestion: PRECIMETAL à Seneffe (fonderie de précision), lauréat d'un oscar à l'exportation, BELGRANIT à Braine-le-Comte, spécialisé dans la commercialisation de la pierre bleue, la COOPERATIVE DES CEREALES DU CENTRE ET D'ESTINNES qui avec COPROLEG, ont restructuré l'essentiel de l'activité agricole dans la partie sud du Centre.

Le secteur FABRIMETAL, lui aussi, lutte. Aujourd'hui, ses fleurons sont la chaîne coulée continue-laminoir à fils des USINES GUSTAVE BOEL ainsi que la conception et fabrication assistées par ordinateur mise en œuvre chez USIFLEX (Manage-Bois-d'Haine), entreprise ultramoderne créée par BOELINVEST.

Toutefois, le problème lancinant du sous-emploi reste entier. Le Centre vit une période de transformation en profondeur de son économie, dont une autre caractéristique est la multiplication des petites et moyennes entreprises. L'exposition tente aussi de mettre en lumière l'impact de la dynamique de création des P.M.E. dans l'ensemble des douze communes.

L'exposition sera, dès fin 1987, à la disposition des associations et sociétés de la région afin d'en assurer une large diffusion.

○ **Le colloque «Image et Industrie», une sonnette d'alarme?**

Grave et préoccupante est l'absence d'intérêt, de financement et d'action pour la conservation de documents, photographies et autres films essentiels à la compréhension de l'histoire des cent dernières années. Tragique pour la mémoire des hommes et des femmes est la disparition des documents les plus exceptionnels que l'homme ait pu réaliser sur son histoire: la photo et le film. La surproduction de photos, l'usage du vidéo, amènent à utiliser et, partant, à produire des supports dont la durée de vie, de conservation est *dérisoire* au regard de l'histoire.

Par ailleurs, des centres d'archivage des papiers, photos et films, utilisent des modes de conservation qui soit n'assurent aucune garantie pour l'avenir (hygrométrie, température, rongeurs, enveloppes acides,...), soit rendent irréversibles toute modification des techniques de conservation que l'expérience imposerait (laminage de cartes et plans,...).

Heureusement que nos prédécesseurs utilisaient des techniques simples pour faire du carton, du papier à dessin, de la photo. La priorité aujourd'hui est de conserver ces originaux. La priorité est aussi de se remettre en question et d'utiliser des techniques et des conditions de conservation offrant le maximum de garantie pour l'avenir.

Ce n'est qu'à peine plus coûteux. C'est surtout un réflexe à acquérir. Le colloque «Image et industrie» de Mariemont, organisé conjointement par la R.T.B.F. Charleroi, le P.I.W.B. et le Centre Hennuyer d'Histoire et d'Archéologie Industrielles a eu le mérite exceptionnel de ne pas occasionner de discours creux mais de tirer la sonnette d'alarme à propos d'un problème sur lequel les générations futures seront en droit de nous demander des comptes.

Guido Vanderhulst, *Administrateur-délégué de l'asbl la Fonderie*

○ **Projet en voie d'achèvement:**

Du logement ouvrier au logement social 1808-1987

Inventaire rapide des ensembles de logements ouvriers situés sur le territoire de la Communauté française.

Le Groupe d'étude Habitat/territoire de l'Institut de Sociologie de l'U.L.B. achève actuellement une recherche portant sur le logement ouvrier, depuis ses origines en Belgique, jusqu'à l'époque actuelle.

La recherche est destinée à l'Administration du Patrimoine du Ministère de la Communauté française. Elle concerne toute la Wallonie ainsi que l'Agglomération bruxelloise.

A l'heure actuelle, près de 800 ensembles, cités ou corons ont déjà été inventoriés. Il s'agit le plus souvent de logements construits au XIX^e siècle ou avant la guerre de 1914, à l'initiative patronale ou par des sociétés philanthropiques. Mais certaines cités érigées par les Sociétés d'habitations à bon marché, après le premier conflit mondial, ont également été reprises dans l'inventaire, en fonction de leur intérêt historique ou architectural.

Chaque ensemble fera l'objet d'une fiche comportant trois volets: localisation et description, évolution architecturale, réflexion quant aux potentialités du site.

Des renseignements sur les cités des différentes régions ainsi que des documents (plans, photos, etc...) concernant l'ensemble de la recherche sont les bienvenus aux adresses suivantes:

Province du Luxembourg:
Françoise Speliers — 081/22.18.66
Rue des Fossés Fleuris
5000 Namur

Autres régions:
Myriam Cassiers — 02/642.34.58 — 642.33.53
Institut de Sociologie — U.L.B.
Avenue Jeanne, 44 — 1050 Bruxelles



Habitations ouvrières de la rue de Dour à Boussu (± 1850).

○ Création d'une banque de données consacrée aux bâtiments industriels de l'agglomération liégeoise

Le patrimoine industriel liégeois reste peu étudié et donc méconnu. De plus, il est menacé, surtout au centre de la ville. C'est pourquoi le groupe DIAPRE (Groupe pour la diffusion de l'informatique en archéologie et en préhistoire) souhaite élaborer une banque de données reprenant tous les bâtiments industriels de l'agglomération liégeoise construits avant 1940, ainsi que ceux construits ultérieurement, mais déjà désaffectés.

Par «bâtiments industriels» le groupe DIAPRE entend des bâtiments où s'est déroulée une activité professionnelle liée à la fabrication d'un produit: atelier, usine, entrepôt ... en excluant les habitations, corons, etc... liés *indirectement* à celle-ci. Il a aussi été estimé nécessaire d'inclure dans l'étude les bâtiments récents (postérieurs à 1940), lorsqu'ils sont abandonnés: en effet, dans ce cas, le risque de disparition rapide est multiplié du fait même de la jeunesse du bâtiment, jeunesse qui en diminue d'autant l'intérêt historique aux yeux du public. D'autre part, l'approche étant avant tout archéologique, aucune sélection portant sur des critères esthétiques ne sera opérée.

La constitution de cette banque de données aura lieu en deux temps :

- On recensera, de façon aussi exhaustive que possible, les bâtiments industriels liégeois, tout d'abord par un dépouillement bibliographique d'archives, plans cadastraux..., afin de les localiser. Le groupe DIAPRE se basera notamment sur des publications partielles, telles que le mémoire présenté en 1975-76 à l'Université de Liège par J.M. Comhaire en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur-architecte et intitulé *Historique des sites industriels liégeois et tentative de proposition de réutilisation de ceux-ci*, et l'ouvrage de C. Wirtgen-Bernard et Michel Dusart intitulé *Visages industriels d'hier et d'aujourd'hui en pays de Liège*.
- Une fois ce premier repérage accompli, on réalisera l'inventaire proprement dit en effectuant une série de relevés sur le terrain. En effet, l'inventaire ne se limitera pas à une liste de bâtiments, mais comprendra pour chacun d'eux une série de données archéologiques et topographiques, accompagnées d'un relevé photographique complet et de dessins.

Enfin, la principale originalité de cet inventaire réside dans son caractère informatique, qui constitue le second volet du projet :

En effet, l'élaboration d'une telle banque de données permet d'intéressants développements ultérieurs : non seulement, le stockage, la gestion et le traitement des données sont beaucoup plus aisés, mais les possibilités de diffusion et d'échange des informations sont multipliées de façon spectaculaire ; par exemple, le système sera accessible non seulement aux chercheurs et aux étudiants universitaires, mais aussi aux architectes, aux urbanistes et aux différents pouvoirs publics et institutions intéressés (Institut d'architecture, Académies des Beaux-Arts, Echevinats, Ministères, Offices de Tourisme, organismes culturels...), cela par l'intermédiaire du vidéotex. Cet inventaire est destiné à devenir non seulement un outil pour la recherche archéologique, mais également un instrument culturel, pédagogique et touristique. En outre, le support informatique facilitera sa mise à jour, ainsi que, éventuellement, son intégration à un corpus plus large (au niveau européen, par exemple). Bien que la facilité de diffusion et d'échanges qu'offre ce support en fasse le principal attrait, les autres utilisations possibles présentent elles aussi un intérêt non négligeable : analyses statistiques, élaboration de cartes thématiques, réalisation de plans et d'élévations de structures...

○ **L'a.s.b.l. La Fonderie**

L'asbl La Fonderie présentera l'exposition «*Bruxelles: un canal, des usines et des hommes*» dans le grand hall de l'U.L.B., du 25 novembre au 5 décembre 1987, dans le cadre du colloque belgo-canadien sur la question sociale.

Le n° 3 des *Cahiers de La Fonderie* sortira de presse le 25 novembre. Au sommaire:

- «Le petit commerce bruxellois face au Bonheur des Dames». Naissance de la grande distribution et nouvelles stratégies des petits détaillants (Serge Jaumain)
- «Jacqmotte: d'un négoce familial à une multinationale» (Catherine Massange)
- «Délocalisation de l'emploi ou l'emploi de la délocalisation» (Pierre-Paul Maeter)
- «La fin de la Compagnie des Bronzes racontée par Henri Francart, ancien ouvrier de la fonderie» (Guido Vanderhulst)
- «Il y a cent ans, la première loi sociale: la loi sur le paiement des salaires du 16 août 1887» (Jean-Pierre Nandrin)
- «Du droit au logement au droit de cité». Inventaire des logements ouvriers dans la Communauté Française (Michel De Beule).

L'asbl La Fonderie vient de racheter un intéressant mobilier industriel constitué de machines significatives des papeteries Lammens, entreprise plus que centenaire et spécialisée dans la fabrication d'enveloppes, cartes de visite, cahiers d'écoliers,...

L'asbl aménage actuellement le «Dépôt des Archives du Travail de la Région bruxelloise» où les différents fonds seront réceptionnés, traités et classés.

○ **Histoire des sciences et des techniques**

— **Université d'été, Liège, 5-9 juillet 1988**

L'histoire des sciences et des techniques est-elle la forme d'histoire appropriée à la troisième révolution technologique? Elle connaît, en tout cas, un développement rapide dans tout le monde industrialisé. Les spécialistes belges y jouent un rôle de pointe.

D'autre part, bon nombre d'enseignants scientifiques se sentent concernés par les implications historiques, philosophiques, sociales, de leurs disciplines, sans pouvoir toujours acquérir la nécessaire initiation à ces problématiques nouvelles.

Pour répondre à ce besoin, des chercheurs et des enseignants

regroupés dans le «Comité Sluse» ont résolu d'organiser, à côté du «programme national d'enseignement» une «université d'été» qui aura lieu à Liège du 5 au 9 juillet 1988.

Le programme comprendra une introduction aux outils et méthodes de la discipline, des exposés par des spécialistes belges et étrangers sur des «questions vives», particulièrement actuelles, des ateliers sur des sujets porteurs de signification pédagogique.

Informations: Comité Sluse — 15 av. des Tilleuls 4000 Liège
Tél: 041/52.01.80, ext. 479.

○ **Les archives industrielles**

L'A.S.B.L. Association pour la Sauvergarde et l'Exploitation des Archives Industrielles Belges a été constituée le 10 décembre 1985, à l'initiative du groupe industriel Lafarge Coppée et des Archives Générales du Royaume.

La nouvelle association a pour objet de promouvoir la gestion rationnelle des archives des groupes et des entreprises privées et publiques ainsi que celles de certains particuliers associés à la conduite de ces groupes et entreprises. Elle vise à sauver ces archives de la destruction, à aider à leur classement et inventariage, et à encourager leur ouverture aux chercheurs de disciplines diverses. L'objectif poursuivi est donc double: contribuer à la conservation et favoriser la mise en valeur d'une documentation riche en données relatives au passé économique et social de la Belgique et en enseignement pour une politique de diversification et de redéploiement de l'économie.

L'association souhaite devenir un lieu de rencontre pour chefs d'entreprise, archivistes et historiens, un carrefour d'acteurs/témoins et de chercheurs, un centre de contact de spécialistes de différentes disciplines animés du même souci d'assurer un avenir au patrimoine archivistique riche mais menacé de nos entreprises.

L'activité de cette nouvelle association nous rappelle l'impérieuse nécessité de sauver les archives économiques, souvent liées au bâtiment lui-même et dont la destruction peut rendre intelligible sa lecture. Patrimoine industriel et archives sont peu dissociables. Les archives immédiates, les archives de fabrication, celles du personnel, sont souvent non pas au siège de la société, mais la plupart du temps sont dans l'usine même ou dans l'atelier et le sauvetage doit se faire en même temps.

○ Une rénovation particulièrement réussie

Ressuscitée! La vieille bâtisse, datant de 1919, occupée par l'usine Gardy Merlin Gerin au Dieweg à Uccle vient de retrouver une nouvelle jeunesse sous le crayon de l'architecte Joël Claisse. Quelle réussite! L'objectif était de laisser intact l'esprit du lieu industriel tout en créant une atmosphère propice au travail. La cour intérieure a été totalement dépouillée de l'ancienne tour qui la défigurait pour faire place à un merveilleux patio.

Le beige et l'ocre sont à l'honneur. La clarté est la règle. Et tout a été conçu pour briser la monotonie. Bref, une vitrine rajeunie correspondant parfaitement au dynamisme de cette fabrique de matériel électrique performante. Coût de l'opération: 120 millions, soit quelque 14.000 F. le mètre carré, c'est-à-dire la moitié d'une construction neuve.



Vie de l'association

Nouveau bureau: A l'issue de l'Assemblée générale de notre association tenue à Bruxelles le 21 mars 1987, le conseil d'administration s'est réuni et a désigné le nouveau bureau : Monsieur C. Gaier, Président; Monsieur J. Liébin, Vice-Président; Monsieur J. Defer, Secrétaire et Monsieur C. Christophe, Trésorier.

Visites de sites d'archéologie industrielle: La nouvelle formule d'excursions organisées à l'intention de tous les membres et de leurs proches a été inaugurée au Grand-Hornu le 23 mai 1987 : Madame M. Bruwier, qu'elle en soit à nouveau remerciée, y a remarquablement piloté un groupe d'environ 25 participants. D'autre part, la journée du 4 juillet, agréablement mise sur pied par Messieurs Mosseray et Van Mol, à Mariembourg (Chemin de fer des Trois Vallées) et à Treignes, a rassemblé 40 personnes.

Inventaire et priorités du patrimoine industriel immobilier en Wallonie et à Bruxelles: L'enquête lancée sur cet inventaire se poursuit et bientôt se réuniront les enquêteurs et leurs relais afin de faire le point sur les premiers résultats de leur action. Nous faisons encore appel à vous, cher lecteur, pour remplir ou diffuser les questionnaires. Ceux-ci sont disponibles auprès de votre association.

Subventions: On annonce que le Ministre de la Communauté Française, Monsieur Ph. Monfils, a heureusement reconduit pour 1987 la subvention de 250.000 F en faveur de PIWB.

A partir de son numéro 9, notre bulletin bénéficiera de la collaboration de Monsieur R. Brion, de manière à décharger les responsables de PIWB et à accroître son contenu et améliorer sa présentation.

Appel à tous!

(«Bulletin» du P.I.W.B.)

Nous cherchons de la matière rédactionnelle sur :

1. Articles et notes.

2. Publications et informations.

(livres/revues/actes/mémoires de fin d'études/revues de presse/
notes de lecture).

3. Protection.

(classements/législation/projets de réhabilitation/menaces et destruction).

4. Agenda.

(expos/manifestations/congrès/informations diverses/annonces).

5. Vie de l'association.

(rapports et administration P.I.W.B. : personalia/divers).

N.B. (les rubriques seront remplies à mesure des envois et des circonstances).

L'**échéance** des envois pour le n° **10** est fixée au 15 janvier 1987.
Merci!

Conseil d'administration de l'A.S.B.L. Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles

Président: Claude GAIER
Vice-Président: Jacques LIEBIN
Secrétaire: Jean DEFER
Trésorier: Claude-M. CHRISTOPHE

Membres: Jean C. BAUDET, André DAGANT, Henri-Joseph DELREE, Jean-Pierre DUCASTELLE, Jean-Pierre GAILLIEZ, Luc-F. GENICOT, Roger MOSSERAY, Jean-Pierre NANDRIN, Jacques REYBROECK, Bernard TOMASI, Jean-Jacques VAN MOL.

Cotisations annuelles

Membre effectif:	FB 300
Membre adhérent:	FB 200
Membre adhérent protecteur:	FB 3.000

A verser au compte 068-2019930-29 de l'A.S.B.L. Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles, 8. quai de Maestricht, 4000 Liège.

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui concerne les opinions émises et les illustrations utilisées par les auteurs.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles.

Association sans but lucratif — siège social:

Musée d'Armes, Quai de Maestricht, 8, B-4000 Liège (Belgique) —
Tél. 041/23.31.78 ou 23.15.62

Adresse de la rédaction

Luc-F GENICOT ou Jean-Pierre HENDRICKX, c/o C.H.A.B.
Collège Erasme, place Blaise Pascal, 1, B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE
— Tél. 010/43.48.73 ou 43.49.19

Editeur responsable: Claude GAIER, Musée d'Armes — 8. quai de
Maestricht — B-4000 LIEGE.